



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°25– Du 14 juillet au 20 juillet 2023

En bref

Afghanistan : Signature d'un accord tripartite entre l'Ouzbékistan, le Pakistan et l'Afghanistan concernant le projet ferroviaire transnational.

Bangladesh : La Banque centrale publie les réserves de change sur la base de la méthodologie FMI : des réserves brutes à hauteur de 24,8 Mds USD en juin. La Banque Asiatique de Développement revoit à la hausse la croissance pour 2022-23 à 6,0%. Une entreprise turque sélectionnée pour une étude sur l'électrification du ferroviaire. Inauguration de la plus grande usine de traitement des eaux usées d'Asie du Sud.

Bhoutan : Effritement des réserves de change libellées en roupies.

Inde : *Politique budgétaire*: Faciliter les investissements dans la transition énergétique : renforcement de la collaboration indo-américaine. *Politique commerciale* : Expansion de UPI : Indonésie et France. Vers une monnaie commune BRICS ?

Maldives : Les Maldives accueillent leur millionième touriste en 2023.

Népal : Les transferts de migrants en hausse de 22,7% (en g.a.) sur les onze premiers mois de l'année budgétaire 2022/23.

Pakistan : Le FMI précise ses demandes au gouvernement pakistanais et obtient des assurances supplémentaires. Le Trésor américain soutient les mesures fiscales supplémentaires demandées par rapport au programme intérimaire (*Stand-By Arrangement -SBA*). Le ministre des Finances annonce que l'aéroport international d'Islamabad sera mis en concession d'ici au 12 août prochain. La NEPRA, l'autorité pakistanaise de régulation de l'électricité, augmente les prix de l'électricité conformément à l'accord avec le FMI. Le Pakistan, l'Ouzbékistan et l'Afghanistan ont signé une feuille de route visant à relier les réseaux ferroviaires ouzbek et afghan aux chemins de fer pakistanais. Les mesures de soutien financier pendant l'épidémie de la Covid-19 n'ont bénéficié qu'à une faible base d'entreprises. Un poids élevé du service public dans l'économie formelle au Pakistan.

Sri Lanka : Contraction continue du secteur manufacturier (PMI à 47,3), nette expansion des services (PMI à 56,7) en juin. Sinopec conclut un accord avec le *Board of Investment* pour un investissement de 100 M USD dans la distribution de carburants. Subvention européenne de 15 M EUR en soutien à l'économie circulaire dans le secteur alimentaire. Subvention de 9,8 M EUR de la Banque mondiale, l'UE et l'AFD pour la gestion des finances publiques.

Afghanistan

Signature d'un accord tripartite entre l'Ouzbékistan, le Pakistan et l'Afghanistan concernant le projet ferroviaire transnational

Les trois pays ont signé mardi à Islamabad un accord tripartite visant à relier leur territoire par une ligne ferroviaire. Le chemin de fer de 760 km, qui devrait être achevé d'ici à 2027, devrait permettre réduire les délais d'acheminement des marchandises entre l'Ouzbékistan et le Pakistan d'environ cinq jours, et de réduire le coût du transport de marchandises d'au moins 40 %, selon les estimations.

L'Autorité des chemins de fer afghans a souligné l'importance de l'étape franchie par les officiels puisqu'un accord a également été trouvé pour l'itinéraire de la ligne concernant le tronçon afghan qui s'étendra de Mazar-e-Sharif, dans la province de Balkh, à Paktika à la frontière avec le Pakistan.

La Chambre afghane de l'industrie et des mines (ACIM) s'est déclarée optimiste quant aux retombées positives du projet sur le commerce, la connectivité régionale et l'amélioration des liens économiques entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud.

Bangladesh

La Banque centrale publie les réserves de change sur la base de la méthodologie FMI : des réserves brutes à hauteur de 24,8 Mds USD en juin

Dans le cadre du programme FMI signé en janvier 2023, le Bangladesh s'était engagé à publier les statistiques des réserves de change brutes en suivant la méthodologie BPM6, excluant du périmètre plusieurs actifs peu liquides (Export Development Fund, dépôts dans les banques publiques, etc.).

C'est donc désormais chose faite depuis juin, avec des réserves brutes en BPM6 atteignant 24,8 Mds USD (4,5 mois d'importations). Sur la base

de la méthodologie de la Bangladesh Bank, les réserves brutes s'inscrivent à 31,2 Mds USD, retrouvant leur niveau de mars 2023 après un passage en dessous de la barre des 30 Mds USD en mai.

Le programme FMI a aussi fixé des critères de performance liés au niveau des réserves nettes (ajustés des passifs liés aux réserves), à hauteur de 24,5 Mds USD. La Banque centrale ne publie pas les réserves nettes, qui sont estimées à environ 20 Mds USD pour juin, très en deçà de la cible.

La Banque Asiatique de Développement revoit à la hausse la croissance pour 2022-23 à 6,0%

Dans son exercice de mise à jour périodique des prévisions de croissance en Asie (Asian Development Outlook), la Banque Asiatique de Développement a revu à la hausse la croissance pour l'année budgétaire échue 2022/23. L'estimation de 5,3% calculée en avril 2023 a été revue à 6,0%, en ligne avec l'estimation du *Bangladesh Bureau of Statistics*.

La Banque explique ce résultat meilleur que prévu par des exportations moins mauvaises qu'attendues et des importations plus faibles qu'estimées. L'offre a été particulièrement stimulée par la politique volontariste du gouvernement tandis que la demande a profité d'importants investissements publics.

La prévision pour l'année budgétaire en cours reste inchangée à 6,5%.

Une entreprise turque sélectionnée pour une étude sur l'électrification du ferroviaire

Bangladesh Railway a signé un contrat de consultance avec l'entreprise turque TÜMAŞ pour mener une étude de faisabilité pour équiper en traction électrique (caténaire, sous-station) sur les sections entre Narayanganj-Dhaka-Chittagong et Tongi-Joydevpur. Ce projet comprend la réalisation d'un design détaillé.

A la suite de cette étude, Bangladesh Railway prévoit de mettre en œuvre deux projets pour convertir les zones est et ouest. Jusqu'à

aujourd'hui, le Bangladesh n'est équipé qu'en locomotive diesel qu'il achète auprès de plusieurs fournisseurs tels que Progress Rail (Etats-Unis), Hyundai Rotem (Corée).

Le renouvellement des locomotives sera un enjeu majeur pour Bangladesh Railway. À l'heure actuelle, environ 300 locomotives sont en service au Bangladesh (deux-tiers à écartement métrique, le reste à écartement large) mais parmi elles, près de 120 ont déjà dépassé leur durée de vie.

Inauguration de la plus grande usine de traitement des eaux usées d'Asie du Sud

La Première ministre a inauguré l'usine de traitement des eaux usées de Dasherbandi à Dacca. L'usine a une capacité de traiter 500 millions de litres d'eau usée par jour, pour cinq millions d'habitants de la capitale, soit un quart des eaux usées générées quotidiennement. Lancé en 2018, le chantier a été financé par l'Exim Bank of China (273 M USD) et par le gouvernement (141 M USD). L'usine construite par Hydro China Corporation produira également 45 tonnes de déchets qui pourront servir de matières premières pour du ciment.

La station a été construite dans le cadre d'un plan directeur 2011-2035 mis en place par DWASA pour construire cinq stations d'épuration afin de traiter 100 % des eaux usées de Dhaka. Elle est seulement la deuxième de la ville, avec la station de Pagla qui est en cours de modernisation sous financement de la Banque mondiale (170 M USD) et de l'AIIB (170 M USD).

Bhoutan

Effritement des réserves de change libellées en roupies

La hausse des importations concomitamment à la diminution des exportations et la baisse des recettes touristiques ont entraîné un tarissement des réserves de change en roupies indiennes du Bhoutan de 44 % en mars de cette année par rapport à la même période de l'année dernière. Elles enregistrent un montant de 138 M USD,

assurant la couverture d'un mois d'importation à peine.

Pour un pays dont 80% des importations proviennent de l'Inde, le stock de change en roupies est crucial pour continuer à soutenir l'économie, et répondre aux besoins en matière d'importation de marchandises. La baisse des réserves suscite des inquiétudes quant à la stabilité financière du pays.

La mise en œuvre de redevances pour le développement durable et l'entrée de frais supplémentaires pour les visiteurs munis de véhicules a dissuadé de nombreux touristes indiens, affectant ainsi les recettes du secteur du tourisme, central pour le pays, et donc les réserves de change en roupies.

En outre, les transferts de migrants constituent l'une des principales sources de réserves de change du Bhoutan. Les chiffres avancés par l'Autorité monétaire royale (AMR) indiquent que les transferts ont atteint un montant proche de 15 M USD lors des deux premiers mois de l'année 2023, soit une augmentation de 6,4 M USD par rapport à la même période de l'année dernière. Afin d'encourager la reconstitution des réserves de change via l'augmentation des transferts de migrants, l'AMR a rehaussé la prime en numéraire de 2 à 10% en juin dernier accordée aux résidents recevant des fonds transitant par des canaux officiels, système d'incitation qui sera en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2023.

Inde

Politique budgétaire

Faciliter les investissements dans la transition énergétique : renforcement de la collaboration indo-américaine

Lors du sommet du G20 à Gandhinagar, la Secrétaire au Trésor américain, Janet Yellen, a annoncé dans le cadre d'un échange bilatéral que les États-Unis allaient collaborer avec l'Inde pour développer une plateforme d'investissement visant à accélérer la transition

énergétique de l'Inde. Elle permettra de réduire le coût du capital et d'attirer davantage d'investissements privés.

Les discussions entre les deux pays ont également porté sur des sujets économiques tels que la collaboration commerciale et technologique, le renforcement des chaînes d'approvisionnement et la promotion de la transition vers les énergies propres. Les deux parties ont également exprimé leur soutien à l'accord fiscal mondial à deux volets qui vise à assurer une répartition plus équitable des bénéfices et des droits d'imposition des grandes entreprises multinationales dans un monde numérique.

Politique monétaire

Expansion de UPI : Indonésie et France

L'Inde cherche à conclure un accord commercial global avec l'Indonésie, qui inclurait l'utilisation des devises nationales, la reconnaissance en temps réel des paiements par carte et les transactions numériques, sur le modèle de l'accord avec les Émirats arabes unis. Cette initiative vise à promouvoir l'utilisation d'UPI (*Unified Payments Interface*) et d'autres outils de paiement numériques, tout en renforçant les relations commerciales et d'investissement entre les deux pays. Cet accord s'inscrit dans la stratégie d'expansion internationale de UPI, qui a déjà signé des accords avec Singapour, le Bhoutan, le Népal, les Émirats arabes unis et le Canada. En juin de cette année, UPI a enregistré plus de 933 millions de transactions, soit une augmentation de 59% par rapport à l'année précédente.

L'Indonésie est le plus grand partenaire commercial de l'Inde dans la région ASEAN. Le commerce bilatéral entre l'Inde et l'Indonésie s'est élevé à environ 39 Mds USD l'année dernière, faisant de l'Indonésie le sixième partenaire commercial de l'Inde avec un excédent commercial de 19 Mds USD.

En parallèle, le Premier ministre indien Narendra Modi a annoncé, à l'occasion de sa visite en France pour le 14 juillet, que UPI serait désormais utilisée en France. En 2022, la *National Payments*

Corporation of India (NPCI), l'organisation qui offre les services UPI, avait déjà signé un protocole d'accord avec le système français de paiement en ligne Lyra. M. Modi a annoncé le 13 juillet la finalisation du pacte entre Lyra et UPI, ce qui en fait le premier accord de ce type pour un pays européen.

Vers une monnaie commune BRICS ?

En août 2023, l'Afrique du Sud accueillera les dirigeants des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). À l'ordre du jour de ce sommet figure la création d'une nouvelle monnaie commune afin de renforcer l'autonomie économique des BRICS et réduire leur exposition aux chocs extérieurs.

En effet, avec 88% des transactions internationales effectuées en dollars américains, et 58% des réserves de change mondiales en USD, la domination mondiale du dollar continue de prévaloir. La dédollarisation s'est toutefois accélérée à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine. Les pays des BRICS ont poursuivi un large éventail d'initiatives pour réduire leur dépendance au dollar. Au cours de l'année écoulée, la Russie, la Chine et le Brésil ont ainsi réduit l'utilisation du dollar, au profit d'autres devises, dans leurs transactions transfrontalières.

Tous les pays des BRICS ont critiqué la domination du dollar pour différentes raisons. Les responsables russes ont défendu la dédollarisation pour limiter l'impact des sanctions sur leur économie. Au Brésil, M. Lula a redynamisé l'engagement en faveur de la dédollarisation et a parlé de la création d'une nouvelle monnaie BRICS de type euro. De son côté, le gouvernement chinois a également exprimé ses préoccupations concernant la domination du dollar, la qualifiant de « principale source d'instabilité et d'incertitude dans l'économie mondiale ». La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, estime quant à elle que le dollar restera dominant car la plupart des pays n'ont pas d'alternative.

Bien que les discussions sur une monnaie BRICS aient pris de l'ampleur, il existe peu d'informations sur les différents modèles à l'étude. La voie la plus ambitieuse consisterait à

adopter un modèle qui s'apparenterait à l'euro. Mais la négociation autour d'une monnaie unique sera ardue, compte tenu des asymétries de pouvoir économique et des dynamiques politiques complexes au sein des BRICS. Aussi, pour que cette nouvelle monnaie fonctionne, les BRICS devraient accepter un mécanisme de taux de change qui reste à définir, disposer de systèmes de paiement efficaces et d'un marché financier réglementé et stable. D'autres pensent que l'objectif serait de créer un système de paiement intégré efficace pour les transactions transfrontalières dans un premier temps, puis d'introduire une nouvelle monnaie.

Cependant, de nombreuses initiatives du groupe ont échoué par le passé. Par exemple, celles liées au développement d'une agence de notation de crédit BRICS ou à la création d'un câble sous-marin BRICS ne se sont jamais concrétisées.

Les efforts de dédollarisation ont également connu des difficultés tant au niveau multilatéral que bilatéral. En effet, les membres des BRICS ont parfois des approches économiques très différentes et mettront probablement du temps à les harmoniser.

Maldives

[Les Maldives accueillent leur millionième touriste en 2023](#)

Les célébrations qui ont accompagné cette arrivée, le 16 juillet, s'étaient tenues l'année dernière le 12 août. La performance du tourisme aux Maldives cette année est à un niveau record (+13,6% en g.a. depuis le début de l'année). Elle est notamment soutenue par la reprise du tourisme en provenance de Chine (premier pays source avant la pandémie de Covid), les touristes chinois atteignant le 4^{ème} rang (7,8%) des nationalités les plus représentées parmi les arrivées depuis le début de l'année, en progression constante avec l'établissement progressif de nouvelles connexions aériennes. La Russie (11,9%) et l'Inde (11,9%) dominent le classement, suivies du Royaume-Uni. La France est à la 8^{ème} place, avec 3,2% du marché. Le

Président maldivien a revu les objectifs pour l'année en conséquence, à 1,9 M d'arrivées, contre 1,8 précédemment, au-delà du record de 2019 (1,7 M). Le ministre du Tourisme table sur 2 M d'arrivées en 2024. A plus long terme, le pays entend pouvoir accueillir 3 M de touristes d'ici 2028, et cherche à accroître les capacités aéroportuaires et hôtelières pour ce faire. Le gouvernement vient ainsi d'accorder un contrat de bonification des sols de 654 MMVR (42,5 M USD) à l'entreprise Capital Marine and Construction Private Limited, fondée aux Maldives par des entrepreneurs sri lankais, pour la création de terrains en vue de développer trois aéroports régionaux à Bilehfahi, Thulhaadhoo, et Vilufushi.

Népal

[Les transferts de migrants en hausse de 22,7% \(en g.a.\) sur les onze premiers mois de l'année budgétaire 2022/23](#)

Au cours des onze mois de l'année budgétaire 2022/23, qui vient de se terminer le 15 juillet, le Népal a reçu près de 8,5 Mds USD, soit 22,7% de plus que les fonds reçus l'année dernière pour la même période selon la Banque centrale, Nepal Rastra Bank.

Ce chiffre devrait continuer à augmenter puisque le nombre de personnes ayant obtenu un permis de travail a considérablement crû sur la période sous revue avec quelque 650 000 personnes supplémentaires détentrices d'un permis de travail, soit une augmentation de 46,6 % en g.a.

Pakistan

[Le FMI précise ses demandes au gouvernement pakistanais et obtient des assurances supplémentaires](#)

Le FMI a déclaré que le secteur immobilier et le secteur agricole devraient être plus imposés pour augmenter les recettes.

Le gouvernement et la SBP se sont engagés auprès du FMI, par le biais d'une lettre d'intention, à restreindre les dépenses non prioritaires, notamment par des mesures dans le secteur de l'énergie visant à limiter de manière crédible les subventions à ce secteur. La question de la masse salariale publique et des retraites sont également abordées dans la « lettre d'intention ».

Il est constaté un débat technique dans certaines sous-directions du ministère des Finances pakistanais quant à la nécessité de présenter dès à présent une loi de Finances rectificative avant la dissolution de l'Assemblée nationale, qui interviendra sous peu. Certains cadres du ministère ne savent pas si la deuxième tranche du programme intérimaire (*Stand-By Arrangement*) sera versée automatiquement ou si son versement dépendra de nouveaux engagements pakistanais.

[Le Trésor américain soutient les mesures fiscales supplémentaires demandées par rapport au programme intérimaire \(Stand-By Arrangement - SBA\)](#)

Le sous-secrétaire adjoint du département du Trésor américain, Brent Neiman a rappelé que les États-Unis appuyaient l'approche du FMI et tenaient à ce que le Pakistan augmente les impôts sur les grandes propriétés agricoles et que les collectivités locales augmentent les revenus provenant de la taxe d'habitation afin de maintenir le Pakistan sur une trajectoire de redressement économique. Le Pakistan assure les États-Unis de la mise en œuvre complète du SBA du FMI.

[Le ministre des Finances annonce que l'aéroport international d'Islamabad sera mis en concession d'ici le 12 août prochain](#)

A l'issue du Comité de pilotage chargé du projet de PPP dans le secteur aéroportuaire, M. Dar, le ministre des Finances, a indiqué que :

- l'accord de concession pour l'aéroport d'Islamabad serait rendu public le 12 août prochain et que les aéroports de Karachi et de Lahore feraient ultérieurement l'objet de ce type de contrat d'externalisation ;

- les investisseurs et les exploitants d'aéroports seraient amenés à gérer les aéroports, à développer les actifs fonciers connexes, à augmenter les revenus tirés d'activités commerciales dans les aéroports ;

- la Société financière internationale (SFI) conseillait le gouvernement sur ce dossier.

On remarquera qu'à Islamabad, certains observateurs considèrent que le ministre des Finances procéderait ici par « effet d'annonce » afin de donner des gages au FMI (en montrant que de l'« argent frais » peut provenir de sources privées) et que le dossier pourrait ne pas être suffisamment mûr techniquement pour permettre ce premier accord de concession aéroportuaire.

[La NEPRA, l'autorité pakistanaise de régulation de l'électricité, augmente les prix de l'électricité conformément à l'accord avec le FMI](#)

Le régulateur pakistanais de l'électricité a augmenté le tarif de l'électricité de 4,96 roupies par unité pour l'année fiscale en cours (FY24), conformément aux conditions du FMI. Le tarif national moyen révisé pour l'année fiscale 2023-24 a été fixé à 29,78 roupies/kWh (11 cents de USD), soit 4,96 roupies/kWh (soit 0,18 cents de USD) de plus que le tarif national moyen précédemment fixé à 24,82 roupies/kWh.

[Le Pakistan, l'Ouzbékistan et l'Afghanistan ont signé une feuille de route visant à relier les réseaux ferroviaires ouzbek et afghan aux chemins de fer pakistanais](#)

Il est prévu que cette ligne de chemin de fer de 760 km connecte Termiz en Ouzbékistan, Mazar-i-Sharif et Logar en Afghanistan à Kurram, ville située au Pakistan (dans les ex-FATA).

L'accord prévoit la réalisation d'une étude de faisabilité du projet et d'une stratégie visant à obtenir des sources de financement multilatérales pour la mise en œuvre du projet.

Dans une déclaration commune, les responsables nationaux des compagnies de chemins de fer considèrent que la ligne pourrait être finalisée d'ici 2030.

Les mesures de soutien financier pendant l'épidémie de la Covid19 n'ont bénéficié qu'à une faible base d'entreprises

On retiendra les éléments suivants ressortissant des débats publics du Groupe de travail de la Commission des finances. Les critiques de la Commission des finances de l'Assemblée nationale concernent notamment les mesures de soutien financier effectuées par la Banque centrale (SBP) via le secteur bancaire auprès des entreprises confrontées à l'épidémie de la Covid19 :

- la SBP a versé une avance de 3 Mds USD au titre du TERF (*Temporary Economic Refinance Facility*) du 1^{er} semestre de l'année 2021 jusqu'à la fin de l'année 2022 ;
- 80% des versements ont été effectués pendant l'année budgétaire 2021/2022. Pendant cette période, un quart des crédits destinés au secteur privé a été d'origine concessionnelle ;
- 24 des 630 bénéficiaires des financements concessionnels à un taux bonifié de 2% ont pu bénéficier de la moitié des 3 Mds versés par la SBP ;
- ces financements ont entraîné une forte hausse des importations, contribuant finalement à une détérioration du compte courant et à l'érosion des réserves de change ;
- 47% des financements concessionnels ont été dirigés vers l'industrie textile pakistanaise, mais il ne semble pas qu'ils aient eu un effet sur les exportations du Pakistan ;
- 20% des financements ont bénéficié aux entreprises du secteur automobile et 17,5% à des entreprises du secteur du ciment. La Commission des Finances considère qu'il aurait mieux valu ne pas faire bénéficier de ces financements à ces deux secteurs d'activités très protégés. Elle ajoute que « l'industrie du ciment continue de fonctionner comme un oligopole, exerçant un fort contrôle sur les prix. Fournir un financement concessionnel à une industrie qui fonctionne comme un oligopole et qui exporte peu n'a aucun sens sur le plan économique ».

Un poids élevé du service public dans l'économie formelle au Pakistan

Selon le WWBI, le « *World Wide Bureaucracy Indicator* », une structure affiliée à la Banque mondiale :

- le service public pakistanais représenterait 60 % de l'ensemble des employés du pays (hors « économie grise ») ;
- 35% de l'ensemble des employés du pays travaillent dans l'éducation.
- Seulement 2 % des employés de l'administration publique (hors éducation) sont des femmes.

Sri Lanka

Contraction continue du secteur manufacturier (PMI à 47,3), nette expansion des services (PMI à 56,7) en juin

L'indice PMI (*Purchasing Managers' Index*), publié par la Banque centrale (CBSL), est un indicateur reflétant la confiance des directeurs d'achat vis-à-vis des conditions de marché (un PMI >50 indique une expansion du secteur d'un mois à l'autre, un PMI <50 une contraction).

La contraction de l'industrie manufacturière (PMI à 47,3) se poursuit à un rythme moins accéléré qu'en mai (le PMI augmente de 1,1 point en g.m.). Les « Nouvelles commandes » (49,5, +1,5 en g.m.) et la « Production » (49,5, +1,5 en g.m.) se contractent faiblement. L'« Emploi » (42,5, +1,0 en g.m.) ainsi que les « Stocks d'achats » (45,8, +2,3 en g.m.) reculent significativement. Le « Délai de livraison des fournisseurs » se raccourcit (48,5 points, +0,5 en g.m.). Le secteur textile subit la chute de la demande globale, alors même que le secteur alimentaire, qui bénéficie de la réduction des prix, connaît quelques améliorations. Les directeurs d'achat indiquent que les entreprises tendent à limiter les stocks et ne remplacer que le personnel essentiel. L'amélioration de la situation économique pousse les répondants à revoir à la hausse leurs anticipations d'activité pour les trois prochains mois.

Le secteur des services connaît une expansion notable en juin : l'indice PMI sectoriel atteint 56,7 points (+3,2 en g.m.), un plus haut depuis janvier 2022. Les « Nouvelles activités » (59,4 points, +0,1 en g.m.), en particulier les services financiers, l'assurance et les services professionnels, et les « Activités commerciales » (61,9 points, +4,5 en g.m.), en particulier les services financiers du fait de la chute graduelle des taux d'intérêt, les activités personnelles, l'éducation et les services professionnels, progressent fortement. Le commerce de gros et de détail continue néanmoins de se détériorer, victime de l'atonie de la demande, malgré quelques améliorations dans le commerce de vêtements, associées au pèlerinage à la Mecque (Hajj). L'« Emploi » se maintient au niveau de mai (50,0 points, +13,4 en g.m.) et les « arriérés de travail » diminuent (41,4 points, -0,8 en g.m.). Les anticipations d'activité continuent de s'améliorer (70,8, -1,3 en g.m.), portées par l'amélioration anticipée du contexte économique, à la suite de l'assouplissement de la politique monétaire, du renforcement de la roupie, du relâchement des restrictions aux importations et de la chute de l'inflation.

Sinopec conclut un accord avec le *Board of Investment* pour un investissement de 100 MUSD dans la distribution de carburants

La signature, intervenue le 14 juillet, consacre l'accord passé avec le Ministère de l'Énergie en mai. Elle permettra à Sinopec d'importer, stocker et distribuer du carburant dans 200 stations d'essence dans le pays, dont 150 préalablement opérées par la compagnie publique Ceylon Petroleum Corporation (CPC), et cinquante nouvelles localisations, durant une durée de vingt ans. Sinopec fait partie de trois entreprises sélectionnées dans le cadre d'un appel à expression d'intérêt, aux côtés de l'entreprise américaine RM Parks (en coopération avec Shell), qui a signé un accord avec le ministère début juin, et l'entreprise australienne United Petroleum, qui n'a pas encore signé d'accord. Sinopec promet une première livraison de carburants dès la fin du mois de juillet, et doit désormais conclure des accords avec ses distributeurs.

Subvention européenne de 15 M EUR en soutien à l'économie circulaire dans le secteur alimentaire

Le Conseil des ministres a approuvé lundi 17 juillet l'octroi d'une subvention européenne de 15 M EUR, issue de l'enveloppe de 60 M EUR prévue dans le cadre du *Multi-annual Indicative Program* (MIP) de l'Union européenne pour Sri Lanka, visant à promouvoir un secteur alimentaire plus résilient face aux crises et au changement climatique. Le projet promouvra les chaînes de distribution efficaces, la réduction des déchets alimentaires, et leur conversion en intrants agricoles (engrais ou alimentation animale).

Subvention de 9,8 M EUR de la Banque mondiale, l'UE et l'AFD pour la gestion des finances publiques

La subvention vise à soutenir une amélioration de la gouvernance économique, de la transparence et de la responsabilité de l'administration dans sa mission de gestion des dépenses publiques. La subvention sera utilisée pour développer le système d'appels d'offres numériques (e-GP) du gouvernement et renforcer la performance du *National Audit Office* sri lankais en termes de gouvernance, de responsabilité et de capacité institutionnelle (planification et qualité de l'audit, capacité du personnel, engagement des citoyens, audits spécialisés tels que les audits des marchés publics et de l'environnement). La subvention provient d'un fonds fiduciaire multi-donateurs financé par l'UE et l'AFD et administré par la Banque mondiale.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international